

Unité départementale de la Moselle
4, rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 26 juin 2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31 mars 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Ortec Générale de dépollution (OGD)

rue du port
57525 Talange

Références : TALANGE_OGD_2023-06-13_RAPVI-AN-conformite-IED_RPE_25016
Code AIOT : 0006201477

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31 mars 2023 dans l'établissement Ortec Générale de dépollution (OGD) implanté rue du port 57525 Talange. L'inspection a été annoncée le 13/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans la cadre de l'action de contrôle 2023 : "2.1.2 IED : Visites de conformité".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Ortec Générale de dépollution (OGD)
- rue du port 57525 Talange
- code AIOT : 0006209883
- régime : autorisation
- statut Seveso : non Seveso
- IED : oui

La société Ortec Générale de dépollution (OGD) exploite une installation de traitement biologique de déchets et de valorisation de terres polluées ainsi qu'une installation de transit, regroupement ou tri de déchets sous couvert de l'arrêté préfectoral n°2018-DCAT/BEPE-149 du 13 juillet 2018.

Les activités sont réglementées aussi notamment par :

- l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conformité IED

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Système de management environnemental	arrêté ministériel du 17/12/2019, Annexe 2, point I.5	/	Sans objet	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Système de management environnemental	arrêté ministériel du 17/12/2019, Annexe 2, point I.4	/	lettre de suite préfectorale
3	Flux de déchets	arrêté ministériel du 17/12/2019, Annexe 2, points II.a,b,c	/	sans objet
4	Inventaire des flux	arrêté ministériel du 17/12/2019, Annexe 2, point III	/	sans objet
5	Surveillance des effluents	arrêté ministériel du 17/12/2019, Annexe 2, point IV	/	sans objet
6	Gestion des flux de déchets	arrêté ministériel du 17/12/2019, Annexe 3, point I-a	/	sans objet
7	Consommation d'eau et réduction des rejets aqueux	arrêté ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1, points VII.a, c et i	/	sans objet
8	Surveillance des rejets aqueux	arrêté ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1, point X	/	sans objet
9	Surveillance des rejets gazeux	arrêté préfectoral du 13/07/2018, article 3.3.2	/	sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate l'absence d'audit du système de management environnemental (SME). Elle propose qu'une lettre de suite préfectorale soit adressée à l'exploitant pour lui demander de réaliser, sous quatre mois, un audit interne ou externe indépendant pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour.

L'inspection n'a pas d'observation sur les autres prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Système de management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2, point I.4
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité IED – Système de management environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants : 4. Mise en œuvre de procédures, concernant les aspects suivants : a) Organisation et responsabilité ; b) Recrutement, formation, sensibilisation et compétence ; [...] g) Programmes de maintenance ; h) Préparation et réaction aux situations d'urgence ; [...] Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement est proportionné à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'à l'ampleur des impacts environnementaux potentiels. Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.
Constats : Vu les éléments présentés par l'exploitant, notamment : <ul style="list-style-type: none">• désignation du responsable de site ;• fiche "nouvel embauché", powerpoint "process intégration" et procédure écrite d'accueil et de tutorat ;• habilitations des personnels du site relatives aux formations reçues, à la connaissance des bonnes pratiques et au savoir faire ;• instruction en cas d'épandage accidentel ;• plan d'intervention des secours et les consignes générales de sécurité, affichés sur le site ;• fiche d'accueil et protocole de sécurité écrit destinés aux intervenants extérieurs ;• listing des matériels du site faisant l'objet d'une procédure de contrôle (trimestrielle/annuelle/ au cas par cas) interne (petit matériel, équipement des véhicules ...) ou externe (moyens d'extinction, analyseur O2-CO2, pompes, équipements électriques, moyens de communication...). Sans observation sur la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : sans objet

N°2 : Système de management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2, point I.5
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité IED – Système de management environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants :

[...]

5. Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération :

a) Surveillance et mesurage, en particulier de la consommation annuelle d'eau, d'énergie, de matières premières, ainsi que de la production de résidus et d'effluents aqueux, par mesure directe, calcul ou relevés, au niveau le plus approprié (procédé, unité, ou installation) ;

b) Mesures correctives et préventives ;

c) Tenue de registres ;

d) Audit interne ou externe indépendant pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour.

Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement est proportionné à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'à l'ampleur des impacts environnementaux potentiels.

Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.

Constats :

Le site est composé principalement de deux locaux de bureaux en containers (surface totale d'environ 60 m²) et d'un espace imperméabilisé de stockage de terres polluées d'environ 8 000 m³ : les enjeux sont limités en matières de consommations de ressources.

Vu les éléments suivants présentés par l'exploitant :

- tableau de suivi mensuel des consommations du site : eau, électricité, gasoil non routier (GNR) ;
- consignes écrites de réduction des consommations, utilisation des eaux pluviales pour l'arrosage des voiries et projet d'isolation des locaux de bureau ;
- registres (maintenance, contrôle des équipements soumis à vérification périodique, sécurité, suivi des contrôles réglementaires) tenus à jour ;
- les mesures préventives et correctives, notamment surveillance des rejets, protocole de changement de la biopile en cas de dérive des résultats de mesure des rejets atmosphériques, réinjection des eaux pluviales traitées dans l'ouvrage de prétraitement pour atteindre l'objectif de qualité avant rejet par bâchée ;
- rapport d'audit interne QHSE du 04/05/2022 et trame d'audit SME ;
- absence de certification 14001 pour le SME.

L'inspection constate que l'exploitant n'a pas réalisé d'audit du SME.

Observations :

L'inspection propose qu'une lettre de suite préfectorale soit adressée à l'exploitant pour lui demander de réaliser, sous quatre mois, un audit interne ou externe indépendant pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Flux de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2, point II.a, b, c

Thème(s) : Risques chroniques, Conformité aux MTD du BREF WT – Flux de déchets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant applique l'ensemble des procédures de gestion des flux de déchets suivantes,

consignées dans le système de management environnemental :

a) Caractérisation et acceptation préalable des déchets

Il s'agit de procédures visant à collecter des informations sur les déchets entrants permettant de s'assurer que les opérations de traitement des déchets conviennent, avant l'arrivée des déchets au sein de l'unité de traitement, et quand elles sont prévues par la réglementation applicable à l'installation, de procédures d'échantillonnage et de caractérisation des déchets destinées à obtenir une connaissance suffisante de la composition des déchets.

b) Procédures d'acceptation des déchets

Ces procédures définissent les éléments à vérifier lors de l'arrivée des déchets à l'unité, ainsi que les critères d'acceptation et de refus des déchets. Elles portent aussi sur l'échantillonnage, l'inspection et l'analyse des déchets, quand ces procédures sont prévues par la réglementation applicable à l'installation.

c) Système de suivi et d'inventaire des déchets

Le système de suivi contient toutes les informations collectées pendant les procédures d'acceptation préalable des déchets, et les procédures d'acceptation, d'entreposage, de traitement ou de transfert des déchets hors du site, c'est-à-dire : la date d'arrivée des déchets, le numéro unique d'identification s'il existe, l'identité du producteur de déchet et leur origine, les résultats des analyses d'acceptation préalable et d'acceptation des déchets quand ils existent, le mode de traitement prévu, le code correspondant de la nomenclature, la localisation des déchets sur le site, et la quantité de déchets détenue sur site.

d) Système de gestion de la qualité des flux sortants

Ce système contient des dispositions permettant d'assurer un traitement des déchets conforme au cahier des charges de l'installation. Dans le cas de produits normés, le système assure le respect des normes EN ou NF pertinentes. Ce système contient également des dispositions afin de contrôler et d'optimiser les performances du traitement des déchets.

Articles connexes contrôlés

Arrêté Ministériel du 31/05/2021, articles 1er (Traçabilité des déchets entrants) et 2 (Traçabilité des déchets sortants) fixant la liste des renseignements devant apparaître dans les registres entrants/sortants.

Constats :

Vu :

- l'ensemble des procédures caractérisation/acceptation préalable/acceptation/suivi des déchets mises en oeuvre par l'exploitant (contrôle par sondage pour deux clients) :
 - Société [REDACTED] (54) :
 - fiche d'identification des déchets (FID) délivrée le 13/03/2023 ;
 - certificats d'acceptations préalables (CAP) 2023 T23 055 A valide du 13/03/2023 au 12/03/2024 et 2023 T23 055 B valide du 14/03/2023 au 31/12/2023 ;
 - rapports d'analyses EUROFINs du 22/03/2023 (lot 23E048434 - échantillon 23-055 P) et du 27/03/2023 (lot 23E048434 - échantillon 23-055 C).
 - Société [REDACTED] (57) :
 - fiche d'identification des déchets (FID) délivrée le 02/02/2023 ;
 - certificats d'acceptations préalables (CAP) 23 T22 219 valide du 13/03/2023 au 31/12/2023 ;
 - rapport d'analyse AGROLAB du 04/04/2023 (lot 885271 échantillon 222 119).
- la conformité des paramètres analysés (contrôle par sondage pour les 2 clients susmentionnés) et les résultats conformes aux prescriptions et cohérents avec les FID correspondantes ;
- le registre de suivi des déchets présenté par l'exploitant, comportant tous les éléments prescrits ;
- la procédure écrite de l'exploitant relative à la réception des déchets ;
- le contrôle visuel opéré par le réceptionnaire.

Sans observation sur la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Inventaire des flux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2, point III
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité aux MTD du BREF WT – Inventaire des flux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : III. Inventaire L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes : 1. Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris : a) Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ; b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances. 2. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, qui comprennent au moins : a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ; b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier pour les métaux et les micropolluants) ; c) Les données relatives à la biodégradabilité ; 3. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins : a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ; b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ; [...]
Constats : Vu les éléments présentés par l'exploitant ; <ul style="list-style-type: none">• plan du site indiquant les points de rejet connexes aux procédés (biopile pour les rejets gazeux, eaux pluviales susceptibles d'être polluées pour les rejets aqueux) ;• données techniques et caractéristiques des effluents aqueux et gazeux comprenant les éléments prescrits ;• descriptif des procédés de traitement (biopile pour les rejets atmosphériques, débourbeur/déshuileur pour les rejets aqueux). Sans observation sur la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2, point IV
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité aux MTD du BREF WT – Surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : - Surveillance des effluents gazeux : L'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes EN ou, en l'absence de normes EN, les normes ISO ou les normes nationales sont réputées permettre de remplir ces critères. [...] - Surveillance des effluents aqueux : a) Sur la base de l'inventaire décrit au III de l'annexe 2, l'exploitant identifie les flux d'effluents aqueux représentatifs du fonctionnement de l'installation. Il surveille, aux endroits clefs de l'installation, les paramètres permettant de contrôler l'efficacité des différentes étapes du système de traitement de déchets ; b) L'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes EN ou, en l'absence de normes EN, les normes ISO ou les normes nationales sont réputées remplir ces critères.
Constats : Vu la réalisation des contrôles de surveillance des rejets aqueux et gazeux par des laboratoires agréés appliquant les normes prescrites pour les paramètres contrôlés (contrôle par sondage des rapports de surveillance mensuels 2023 des rejets aqueux par la société EUROFINIS et des contrôles annuels de surveillance des rejets atmosphériques du 15/12/2021 par la société SOCOTEC et du 14/10/2022 par la société GINGER LECES) : sans observation sur la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Gestion des flux de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1, point I.a
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité aux MTD du BREF WT – Séparation des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. Gestion des flux de déchets L'exploitant applique les techniques suivantes pour la gestion des flux de déchets : a) Séparation des déchets Les déchets sont séparés en fonction de leurs propriétés, de manière à en faciliter un stockage et un traitement plus simple et plus respectueux de l'environnement. La séparation des déchets consiste en la séparation physique des déchets et en des procédures qui déterminent où et quand les déchets sont stockés.
Constats : Vu l'organisation du site, l'état du stockage constaté lors de la visite et le suivi des stockages sur plan mis à jour au fur et à mesure et affiché : sans observation sur la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Consommation d'eau et réduction des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1, point VII.a, c et i
--

Thème(s) : Risques chroniques, Conformité aux MTD du BREF WT – consommation d'eau et de réduction des rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : VII. Techniques d'optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets aqueux</p> <p>L'exploitant applique une combinaison appropriée des techniques suivantes :</p> <p>a) Optimisation de la consommation d'eau La consommation d'eau peut être optimisée par les mesures suivantes : - des plans d'économies d'eau ; - une optimisation de la consommation d'eau de lavage ;</p> <p>c) Séparation des flux d'eaux Tous les effluents aqueux sont collectés. Les eaux de procédé et les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les surfaces imperméables, sont collectées séparément par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat.</p> <p>i) Capacité appropriée de stockage tampon en situation inhabituelle de fonctionnement Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, pour que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égoûts, des cours d'eau ou plus généralement du milieu naturel.</p>
<p>Constats : Vu :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les consignes écrites de réduction des consommations et l'utilisation des eaux pluviales pour l'arrosage des pistes ; • l'imperméabilisation de toutes les surfaces de stockage et circulation des véhicules et engins, avec récupération et envoi en bassin de rétention des eaux pluviales ; • le bassin de rétention des eaux pluviales/eaux d'extinction de 720 m³, correctement dimensionné, vidé par bâchées de manière à assurer un volume disponible de 488 m³ et équipé d'une pompe d'évacuation des eaux du bassin vers la darse (milieu récepteur Moselle), en position fermée par défaut. <p>Sans observation sur la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1, point X
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité IED - Surveillance des rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : X. Valeurs limites d'émissions et surveillance des émissions applicables à toutes les installations de traitement de déchets</p> <p>Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaire respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :</p>

Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Matières en suspension (MES)	60 mg/L	Par bachée
Demande chimique en oxygène (DCO)	180 mg/L	
Carbone organique total (COT)	60 mg/L	

Articles connexes contrôlés

Arrêté préfectoral DCAT/BEPE n°149 du 13 juillet 2018

Article 4.4.8. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température < 30 °C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

Article 4.4.9.1. Rejets des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites ci-dessous.

Référence du point de rejet vers le milieu récepteur : darse.

Paramètre	Code SANDRE	Rejet dans la darse	
		Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal (kg/j)
Matières en suspension	1305	100	61
DCO sur effluent non décanté	1314	300	183
DBO5 sur effluent brut	1313	100	61
Phosphore total	1350	10	6,1
Chrome et composés	1389	0,5	0,31
Cuivre et composés	1392	0,5	0,31
Zinc et composés	1383	2	1,22
Plomb et composés	1382	0,5	0,31
Nickel et composés	1386	0,5	0,31
Cyanures libres	1084	0,1	0,06
Teneurs en hydrocarbures	7009	10	
Halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1106	1	
Indice phénols	1440	0,3	
Chrome hexavalent	1371	0,1	
Manganèse et composés	1394	1	

Ion fluorure	7073	15	
Azote global	1551	30	
Etain et composés	1380	2	
Fer, aluminium et composés	7714	5	
<p>NOTA:</p> <p>Les prescriptions de l'Annexe 3.3 - Meilleures techniques disponibles applicables aux installations de traitement biologique, ne s'appliquent pas à l'activité de la société OGD, celle-ci consistant exclusivement en de la dépollution par traitement biologique des terres polluées.</p>			
<p>Constats :</p> <p>Vu le tableau de suivi de mesure des rejets aqueux de l'exploitant (17 bâchées du 04/01/2021 au 27/03/2023) et les rapports d'analyse par bâchée établis par un organisme agréé (EUROFINS) (contrôle par sondage des rapports des 01/08/2022, 13/09/2022 et 25/11/2022) : sans observation sur la prescription contrôlée .</p>			
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>			
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>			

N° 9 : Surveillance des rejets gazeux

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 13/07/2018, article 3.3.2	
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité IED - Surveillance des rejets gazeux	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
<p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p>	
	Concentration en mg/Nm ³ en sortie de la biopile
Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) (en carbone total).	50
Somme des COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.	20
Somme des substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F	2
Somme des composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribués les mentions de dangers H341 ou H351	20
<p>NOTA: Les prescriptions de l'Annexe 3.3 - Meilleures techniques disponibles applicables aux installations de traitement biologique, ne s'appliquent pas à l'activité de la société OGD, celle-ci consistant exclusivement en de la dépollution par traitement biologique des terres polluées.</p>	
<p>Constats : Vu le tableau de suivi de l'exploitant et les rapports annuels d'analyse établis par un organisme agréé (contrôle par sondage des rapports SOCOTEC du 15/12/2021 et GINGER LECES du 14/10/2022) : sans observation sur la prescription contrôlée .</p>	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Sans objet	